

Mer **Ouverture officielle du Centre collégial de l'Alberta**

09

nov

2011 Écrit par Le Franco



La doyenne adjointe et directrice du centre, Line Croussette, et le doyen du Campus Saint-Jean, Marc Arnal, procèdent à la traditionnelle coupe du ruban.

C'est devant plus d'une centaine de personnes, dont une soixantaine de délégués du Réseau des cégeps et des collèges francophones du Canada (RCCFC), qui tenait leur congrès annuel à Edmonton, que le Centre collégial de l'Alberta a été inauguré, le 4 novembre dernier.

« Le ruban que nous allons couper ce soir a été tissé par des héros de la communauté qui ont cru à ce projet, et ce, il y a quelques années déjà », a lancé le doyen du Campus Saint-Jean, Marc Arnal.

En effet, le collégial francophone en Alberta est un dossier qui a vu le jour il y a près de 30 ans.

« On peut penser à Jean Johnson et Jean Watters qui ont certainement été les deux premiers gens à travailler sur la réalisation de ce dossier », soutient M. Arnal.

« Il y a aussi Frank McMahon qui a convaincu la province de faire une étude de faisabilité sur ce projet, sans oublier Gérard Bissonnette, car c'est lui qui a fait la recommandation d'aller de l'avant avec la création d'un collégial francophone en Alberta », rappelle le doyen Arnal.

Malgré tout, il aura fallu attendre près d'une quinzaine d'années avant de voir ce dossier revenir en tête des priorités de la communauté franco-albertaine, comme a tenu à le souligner la présidente de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA), Dolorèse Nolette. « Depuis plusieurs années, le Conseil d'administration provincial de l'ACFA était conscient du trou immense qui existait dans le système de l'éducation francophone en l'Alberta en l'absence d'une structure collégiale et cherchait une solution à long terme », affirme Mme Nolette.

« C'est ainsi qu'en février 2005, l'ACFA, à titre d'organisme porte-parole de la francophonie albertaine, mandatait officiellement le Campus Saint-Jean comme porteur du dossier et responsable de l'offre de formation au niveau collégial en Alberta. Depuis ce temps, l'ACFA a toujours offert un appui inconditionnel dans ce dossier », ajoute-t-elle.

Selon Mme Nolette, que le Campus Saint-Jean soit derrière cette initiative est une valeur ajoutée. « Le Campus Saint-Jean est reconnu internationalement comme l'un des piliers de l'excellence au niveau de l'éducation universitaire en français dans l'Ouest canadien. Nous croyons, sans réserve, que cette réputation d'excellence saura se transposer au Centre collégial de l'Alberta », mentionne Dolorèse Nolette.

Un avis partagé par la directrice adjointe du Secrétariat francophone du gouvernement de l'Alberta, Cindie LeBlanc. « Le Centre collégial est un ajout important au Campus Saint-Jean, à l'Université de l'Alberta et à tout le système postsecondaire de la province et de l'Ouest canadien. Il s'agit du seul centre collégial en français en Alberta et il n'est pas étonnant que ses racines soient plantées au sein du Campus Saint-Jean, la seule institution universitaire francophone en Alberta », a soutenu Mme LeBlanc, qui prenait la parole au nom du ministre responsable du Secrétariat francophone, Cal Dallas.

« Et bien que les racines soient à Edmonton, la francophonie albertaine tout entière y voit des branches qui s'étendront d'un bout à l'autre de la province », a-t-elle ajouté.

Cours en septembre

Même si l'ouverture officielle des locaux s'est déroulée le 4 novembre dernier, il faudra toutefois attendre à septembre 2012 avant de voir les premiers étudiants de niveau collégial fouler les locaux, situés dans La Cité francophone.

« Nous avons très hâte de voir des étudiants et des enseignants circuler dans nos locaux. Il y en a déjà quelques-uns grâce à l'école des langues, mais nous continuons nos démarches, notre travail pour l'approbation de programmes collégiaux », a déclaré la doyenne adjointe et directrice du Centre collégial de l'Alberta, Line Croussette.

Cette dernière a dit espérer que cela aurait lieu pour le mois de septembre 2012, avant de se rétracter. « Il faut se lancer, alors nous allons offrir des programmes dès le mois de septembre, notamment au niveau de l'éducation à la petite enfance et de préposés aux soins bénéficiaires », avance-t-elle.

Il y a aussi le programme Techniques d'administration des affaires bilingues offert par le passé par le Northern Alberta Institute of Technology (NAIT).

« C'est le dossier qui est le plus avancé de tous, alors que nous attendons le sceau de la province avant de pouvoir l'offrir », indique Mme Croussette.

D'autres programmes sont également en développement, soit en soins infirmiers auxiliaires, en tourisme et en écotourisme, sans oublier la préparation aux études postsecondaires.

« Nous avons des appuis avec des collègues anglophones et les conseils scolaires francophones. De plus, le congrès du RCCFC a permis d'explorer d'autres pistes de partenariats. Cela nous permet de voir grand », lance Line Croussette.

BDV : La doyenne adjointe et directrice du centre, Line Croussette, et le doyen du Campus Saint-Jean, Marc Arnal, procèdent à la traditionnelle coupe du ruban.

Mar
08

Collégial francophone au Canada : une éducation en mouvement

nov
2011 Écrit par Lysane Sénécal Mastropaolo

Le Réseau des cégeps et des collèges francophones du Canada (RCCFC) tenait son 16^e congrès annuel, sous le thème le rôle du collège comme agent de développement de sa communauté, du 3 au 5 novembre derniers, à Edmonton.

Cette année, les organisateurs ont mis sur pied une nouvelle formule sous forme de table ronde, plutôt que d'offrir des conférences. Plusieurs membres avaient signifié leur désir de favoriser les échanges lors des congrès, qui regroupent environ une soixantaine de collèges et cégeps à travers le Canada.



Les participants à une table ronde lors du congrès du RCCFC.

Trois grands points ont été abordés durant le congrès, soit : l'apport des collèges au développement économique, au développement culturel et au développement social et communautaire au sein de leur communauté. « Cela représente les trois grands pôles de l'économie, affirme la présidente du RCCFC et directrice du Cégep de Chicoutimi, Ginette Sirois. On a tendance à associer le développement économique à l'aspect financier, mais c'est beaucoup plus que ça. »

La présidente a d'ailleurs tenu à rappeler, lors du discours d'ouverture, qu'en périodes plus austères économiquement, la francophonie et son importance, et donc indirectement ses établissements scolaires, sont remis en questions.

« Les naissances d'institutions scolaires en milieu minoritaire sont parfois difficiles et une fois créées, ce n'est pas fini. Il faut se battre contre des préjugés. On nous pose souvent la question, pourquoi vous êtes-là? Et ça nous permet d'avancer », souligne Mme Sirois.

L'éducation au service des jeunes

Une conférence sur l'entrepreneuriat conscient ouvrait le congrès en donnant le ton aux discussions qui allaient suivre. Le partenaire et conseiller en entrepreneuriat conscientisé auprès du ministère de l'Éducation du Nouveau-Brunswick, Rino Levesque, a soutenu que le système d'éducation tel qu'on le connaît aujourd'hui continue à former des jeunes au service d'une vision industrielle, qui contribue à accélérer l'épuisement des ressources naturelles sur la planète.

« On ne veut pas juste produire des bons techniciens, mais des gens qui vont vouloir changer le monde », prône-t-il. Selon lui, le système d'éducation actuel se fait complice de la société de consommation et entretient un modèle néfaste pour le développement durable. Il fait état d'une éducation à valeur ajoutée.

Quelques intervenants ont toutefois fait savoir que les jeunes avaient tendance à délaisser les domaines qui sont reconnus pour manquer de responsabilité sociale et s'orienter vers des champs d'études qui favorisent le développement durable.

Un concept qui parle énormément à Leesa Hodgson, directrice de la formation aux entreprises au Cégep du Vieux-Montréal. « Ça me donne des idées où réinvestir les profits que le collège engendre avec la formation aux entreprises et la formation continue pour adultes. Cela pourrait être soit dans la recherche ou dans les

projets étudiants qui sont souvent sous-financés », extrapole cette dernière.

Un constat établi par les différents intervenants lors du congrès est l'importance des collèges au niveau de l'éducation continue et l'éducation aux entreprises.

Avec la transformation de l'économie canadienne et la fermeture des usines de productions, de plus en plus de travailleurs doivent se réorienter en fin de carrière et se tournent vers l'éducation collégiale pour faciliter leur réinsertion sur un marché du travail en constant changement.

Un réseau qui a sa raison d'être

Le directeur général du RCCFC, Laurier Thibault, soutient que le nombre d'inscriptions dans les collèges francophones a augmenté au pays à la suite de la création du réseau en 1995. Un phénomène qu'il dit directement relié aux efforts de l'instance qui œuvre, entre autres, à augmenter l'accessibilité aux collèges, en offrant plus de programmes et surtout plus de diversité dans les champs d'études.

« Si on n'offre pas plus de diversité et que l'on ne facilite pas l'accès aux études en français, le jeune va traverser la rue et aller vers les services anglophones. Les jeunes francophones en milieu minoritaire sont bilingues. Donc, l'idée du continuum c'est d'avoir des instances francophones dès la petite enfance jusqu'à l'âge adulte », mentionne M. Thibault.

Les partenariats et échanges de compétences et d'expertises entre les établissements auront grandement contribué à augmenter la compétitivité des collèges francophones sur le marché de l'éducation.

Le congrès avait lieu à Edmonton cette année en raison de l'ouverture du nouveau centre collégial de l'Alberta à La Cité francophone le 4 novembre dernier. Il se tiendra à Montréal l'an prochain.

BDV : La présidente du RCCFC et directrice générale du Cégep de Chicoutimi, Ginette Sirois, la présidente-directrice générale du Collège communautaire du Nouveau-Brunswick, Liane Roy, la rectrice de l'Université de Saint-Boniface au Manitoba, Raymonde Gagné et le sous-ministre adjoint de la division de l'éducation en langue française, de l'éducation autochtone et de la recherche, Raymond Théberge, étaient les intervenants à une table ronde durant le congrès annuel du RCCFC.
